



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

27/01/2025

Enseignement supérieur et recherche : une juste colère !

Ce lundi 27 février, les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur ont exprimé avec force et combativité leur colère face aux mesures prises par la direction du CNRS de labeliser 25% des laboratoires en abandonnant à leur sort les autres 75%^[1].

C'est au siège du CNRS, où se tenait un conseil scientifique, que plus de cinq cents d'entre eux se sont rassemblés à l'appel des organisations syndicales pour manifester leur volonté de faire échec à ce plan. Tous les intervenants ont souligné le danger pour la recherche publique de telles orientations et ils ont fait la démonstration combative que la majorité des personnels rejette ces mesures. La signature massive d'une pétition, près de 10.000 signatures en une semaine, souligne encore plus la volonté de refuser le plan du directeur général du CNRS.

La colère des personnels, s'est aussi exprimée devant le Collège de France l'après-midi où plusieurs centaines de personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche ont tenu à exprimer au Ministre Baptiste, présent dans les lieux qu'ils n'acceptaient pas les nouvelles coupes budgétaires imposées par le Sénat à la demande du gouvernement dans le cadre du budget 2025^[2]. En effet, alors que le budget 2024 a déjà été amputé^[3] par le décret du 22 février 2024 du gouvernement Attal de 904 millions d'euros, le Sénat a voté 630 millions de nouvelles économies, pour lesquelles le CNRS est concerné à hauteur de 100 millions d'euros.

Dans les débats au Sénat, où le vote a été acquis par la majorité de LR et du Centre, Le Ministre s'est voulu rassurant en indiquant qu'une *aide* exceptionnelle compensatoire serait attribué aux Universités. Selon des sénateurs cette *aide* ne couvrirait qu'à hauteur de 50% les besoins de financements les plus urgents. En effet si en 2024, 30 Universités sont en déficit du fait de la hausse des coûts de l'énergie, elles seront 60 sur 73 à l'être en 2025.

Cette révolte des personnels est juste et salutaire. Les reculs dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche portent en effet gravement atteinte aux capacités de la France de répondre aux exigences d'une politique industrielle, économique et sociale permettant la satisfaction des besoins de sa population.

Notre Parti Révolutionnaire Communistes soutient ces luttes en les inscrivant dans la lutte nécessaire et vitale de contestation du système capitaliste qui engendre ces situations. C'est pourquoi, dans notre article précédent, nous avons souligné la nécessité de ne pas les isoler mais au contraire de les conjuguer à celles de tous les travailleurs salariés qui luttent pour leurs salaires, la protection sociale et l'emploi : "*Les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche ont donc mille fois raison de ne pas accepter ce nouveau coup porté aux outils qu'ils ont patiemment construits et qu'ils font vivre contre vents et marées et d'organiser une riposte vive pour le faire échouer. Ils doivent mesurer aussi que sans une alliance avec les travailleurs : ouvriers, techniciens, ingénieurs et employés qui se battent contre les fermetures d'entreprises et la désindustrialisation, ils seront enfermés dans une défense que l'on pourrait qualifier de corporatiste ne pouvant mener qu'à leur isolement.*"

Ce tous ensemble, n'est donc pas un slogan mais l'impérieuse nécessité de construire une contre-offensive unitaire des travailleurs face aux attaques d'un système capitaliste qui, dans sa crise profonde, tend à des affrontements de plus en plus violents pour réaliser ses profits et l'accumulation capitaliste."

^[1] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/economie/3211-cnrs-les-key-labs-des-projets-dangereux-pour-la-recherche>

^[2] <https://www.publicsenat.fr/actualites/education/enseignement-superieur-et-recherche-le-senat-vote-630-millions-deuros-deconomies-la-gauche-denonce-un-coup-de-rabot-monumental>

^[3] sous forme d'annulation de crédits de paiements